

SPECIAL  
Conseil National  
Juin 72



L'aggravation de la crise du P.S.U. conduit le parti au bord de l'éclatement. De nombreux militants s'interrogent, depuis le congrès de Lille, sur le choix réel du P.S.U. entre les pôles révolutionnaires et réformistes, sur sa capacité à soutenir et unifier les luttes populaires en proposant à celles-ci un débouché politique. Cette situation devrait conduire à ouvrir au cours du prochain Conseil National une discussion de fond sur l'ensemble des questions posées par l'évolution du parti. C'est le moment que choisissent le Bureau National et ceux qui le soutiennent (motion Mousel dans la région parisienne) pour proposer une réponse disciplinaire à un problème politique — et obtenir l'exclusion de la gauche révolutionnaire. Tout se passe comme s'il s'agissait pour le B.N. de renforcer sa majorité en se débarrassant de ses oppositions par étapes successives. Nous n'acceptons pas qu'on veuille éluder le débat en brandissant des épouvantails et en désignant des boucs émissaires pour ne pas avoir à discuter de la situation du parti et à fixer les responsabilités.

Nous opposons à cette entreprise de liquidation une proposition précise. Que le débat politique de

fond s'ouvre au Conseil National, qu'il se poursuive dans tout le parti tel qu'il est aujourd'hui — qu'il trouve sa sanction dans la réunion d'un Congrès national extraordinaire, convoqué à l'automne. Le Conseil National devra bien entendu arrêter les mesures qui permettront au débat politique de se dérouler dans des conditions de clarté et de démocratie interne, sans lesquelles il n'aurait aucun sens.

Seule cette condition pourra donner aux militants du P.S.U. l'occasion de se prononcer alors en toute connaissance de cause et en toute clarté.

Les Bureaux Fédéraux:  
des Alpes-Maritimes,  
des Bouches-du-Rhône,  
du Calvados,  
de la Mayenne,  
du Maine-et-Loire,  
du Pays Basque,  
des Pyrénées-Orientales,  
du Rhône,  
de la région Nord-Pas-de-Calais  
de la région parisienne.